

# A l'ATTAC

Autor(en): **amd**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **88 (2000)**

Heft 1440

PDF erstellt am: **16.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-281782>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# À l'ATTAC

Fondée au printemps 1998 en France par quelques intellectuel-le-s, dont le rédacteur en chef du *Monde diplomatique* Ignacio Ramonet et l'avocate féministe Gisèle Halimi, l'association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyen-ne-s (ATTAC) ne vise rien moins que taxer les revenus du capital, entraver la spéculation internationale, abolir les paradis fiscaux et lutter contre le secret bancaire. L'association est maintenant présente dans plusieurs pays, au Sud comme au Nord. Partant du constat que la mondialisation financière accentue l'insécurité économique et les inégalités sociales, les membres à l'origine d'ATTAC ont rapidement amené syndicats,

économistes, mouvements luttant contre le chômage et pour le droit au logement, et des citoyen-ne-s de tous les horizons socio-économiques à se joindre à leurs revendications. Deux ans après sa création, en France seulement, elles et ils sont 18 000 à adhérer à ATTAC.

## La Suisse passe à l'ATTAC

Depuis environ un an, ATTAC-Suisse existe dans plusieurs cantons romands et l'organisation gagne du terrain en Suisse alémanique. À l'échelle nationale, le mouvement soutient notamment l'initiative de l'Union syndicale suisse sur l'instauration d'un salaire minimum de

3000 fr., elle appuie la Déclaration de Berne dans son exigence d'annulation de la dette des pays dépendants, et elle adhère à toutes les revendications de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000.

## Actions

ATTAC-Suisse a contesté dernièrement les mesures de militarisation prises par les autorités fédérales visant à protéger la réunion privée des élites au pouvoir du *World Economic Forum* de Davos. Le mouvement a également dénoncé la volonté des organisateurs du Forum de dicter la date et le rythme des « contre-manifestations ». Parallèlement, par la campagne « Touche pas à ma poste », les

militant-e-s d'ATTAC-Suisse se battent pour défendre le service public et maintenir ouverts les offices postaux, dont 50 à 70 % de ceux présents dans les grandes villes risquent de fermer au nom de la rentabilité financière.

À l'échelle internationale l'organisation jouit d'une bonne visibilité. La récente escapade d'ATTAC-France à Seattle lors de la conférence interministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) lui a notamment permis de tisser des liens avec d'autres organisations de résistance, un must à l'heure de la mondialisation.

amd

Courriel : suisse.attac.org



La Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne met au concours un poste à plein temps de

**ProfesseurE assistantE,  
ÉTUDES GENRE  
(Sciences sociales)**

**Titre exigé :** doctorat en sciences sociales ou titre jugé équivalent.

**Entrée en fonction :** 1<sup>er</sup> septembre 2000

Dossier de candidature (CV, liste des publications, si possible deux exemplaires de chaque publication) à envoyer au plus tard le **24 mars 2000** au Président de la commission « Étude genre (Sciences sociales) » - Faculté des SSP - Décanat, BFSH 2, 1015 Lausanne; le dossier de candidature et le cahier des charges peuvent être obtenus à la même adresse, tél. 021 / 692 31 03, fax 021 / 692 31 15.

Souhaitant promouvoir l'accès des femmes à la carrière académique, l'Université encourage les candidatures féminines.

## Réseau d'échanges

# Troc-Actif: quand l'intelligence remplace l'argent

En Valais, vers la fin 1995, quelques personnes ingénieuses qui depuis un moment échangeaient biens et services entre eux décident de constituer Troc-Actif pour élargir le cercle des bénéficiaires. C'est ainsi que naquit un réseau d'échanges de biens, de services, de savoirs et de compétences multilatérales et qui, quelques années plus tard, compte déjà 170 bénéficiaires. La monnaie d'échange de ce commerce moderne n'est pas le franc, mais l'heure, monnaie dont tout le monde, a priori, dispose également. En 1999 seulement, mille heures ont été offertes et demandées pour mille deux cents propositions de services, coups de main et biens matériels.

Troc-Actif n'a pas pour seul but la croissance horaire effrénée. Au contraire, dès son origine, ce sont des valeurs nobles qui ont orienté son développement. Ses buts initiaux et actuels consistent à valoriser les ressources et compétences individuelles, favoriser les échanges dans un esprit de réseau, contribuer à la prévention de problèmes de santé mentale et physique, et augmenter l'estime de soi des adhérent-e-s. Le réseau organise des activités telles des marchés ou des fêtes et il offre un lieu d'accueil et de rencontre.

Troc-Actif est de plus en plus populaire, une antenne est en voie d'ouverture à Genève. De plus en plus d'organisations comme le Centre médico-social de Sierre, des paroisses, des thérapeutes et des associations de tous genres collaborent au réseau. À quand une économie mondiale - ou du moins régionale - fondée sur ces mêmes principes ?

amd